



Cyrille Tollo réagit à la décision du CCA en rappelant que la sentence annule les nominations de la Fecafoot. Le haut cadre du ministère des Sport et de l'éducation physique affirme que le seul staff technique valable est celui désigné par le gouvernement et critique les actions de la Fecafoot, qualifiées d'« égoïste et irresponsable ». Il estime que le football camerounais est désormais entraîné dans la boue et que les enjeux sont éminemment politiques.

Il écrit : « Nous avons appris comme de nombreux camerounais que la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage du Comité National Olympique et Sportif du Cameroun a rendu une sentence dans l'affaire LFPC et ACFAC contre la FECAFOOT. Tout Camerounais sensé et responsable doit prendre acte de cette sentence qui annule « toutes les conséquences de droit de la résolution n° 1 contenue dans le communiqué final de la session du Comité d'Urgence de la FECAFOOT tenue par visioconférence le 8 mai 2024 portant nomination des membres de l'encadrement de la sélection nationale Masculine « A » seniors Fanion ».

Dès lors, il en découle évidemment que le seul staff technique, administratif et médical des Lions Indomptables valable est celui désigné conformément aux Très Hautes Instructions de la Présidence de la République.

L'heure n'est plus à la gesticulation stérile, à un appel désespéré de la FIFA au secours, dans

l'espoir égoïste et irresponsable de voir le Cameroun suspendu de toutes les compétitions [...] Et dire que certains voulaient redonner au football camerounais sa grandeur! Mais jamais notre sport roi n'a été autant au ras des pâquerettes ! Dans toute son histoire, jamais le football camerounais n'a été autant traîné dans la boue ! Et qu'on le veuille ou non, l'histoire retiendra que c'est sous le règne d'un reformateur de façade que s'est déroulée l'opération de démolition de ce que les Camerounais ont de plus cher, les Lions indomptables et leur football. On peut donc se poser légitimement la question de savoir si nous sommes toujours dans un combat sportif. La réponse est non. Les enjeux sont désormais éminemment politiques, mais restons dans le football pour l'instant ».
